

Commentaires sur le Mémorandum des banquiers britanniques sur le commerce anglo-soviétique

Christian Rakovsky

Source: Degras, Jane Tabrisky, (ed.) Soviet documents on foreign policy, Vol. 1, Octagon Books, New-York, 1978, pp. 449-451. Également sous forme abrégée dans les «Izvestia», n° 98, 30 avril 1924, p. 1. Le texte complet du Mémorandum des banquiers britanniques figure dans le «Times» du 14 avril 1924, p. 11. Traduction et notes MIA.

Manchester Guardian, 26 avril 1924

Je dois commencer par exprimer ma surprise de voir que ce document¹ porte les signatures des banques qui font de grosses affaires avec nous et qui n'ont eu jusqu'à présent aucune raison de se plaindre. Bien au contraire, nous sommes en très bons termes avec elles, et elles ont eu tout le loisir de constater que les opérations de commerce et de crédit avec nous constituent une très bonne affaire.

Bien que le paragraphe 6 du Mémorandum des banquiers britanniques énonce, comme l'une des principales conditions pour le rétablissement de la confiance entre les deux pays, la non-ingérence réciproque dans les affaires intérieures, les paragraphes 3, 4 et 5 constituent une véritable tentative de nous faire renoncer aux fondements mêmes de l'organisation socialiste soviétique.

Le Mémorandum exige le rétablissement de la propriété privée. Il demande l'abolition du monopole du commerce extérieur. Il exige enfin une modification de notre législation. Notre réponse à une telle requête est un « Jamais ! »

L'intervention a échoué, bien qu'elle ait été soutenue par une coalition de quatorze États, et cela au prix de sacrifices incalculables, au prix de la ruine totale du pays, de la famine et des épidémies qui ont emporté des millions de vies d'ouvriers et de paysans. Les masses ouvrières et paysannes de l'Union ont conquis le droit d'organiser leur vie comme elles l'entendent. Le même sort attend inévitablement toute tentative d'intervention sous une forme nouvelle – et telle est bien l'objectif pour lequel le mémorandum fait en réalité de la propagande.

La seule préoccupation de ceux qui ont signé le Mémorandum est de détruire les chances qu'un prêt soit accordé au gouvernement soviétique dans ce pays.

Les auteurs du Mémorandum n'ont pas essayé de comprendre pourquoi nous demandons un prêt ni à quelles conditions nous voulons l'obtenir. Je dois tout d'abord déclarer que si nous soulevons la

¹ Ambassadeur soviétique à Londres, Rakovsky s'était alors engagé dans des pourparlers avec le gouvernement britannique (qui durèrent du mois d'avril à août 1924) pour parvenir à un accord sur la question des dettes tsaristes et d'un prêt en faveur de l'URSS. Comme l'a expliqué Rakovsky : « *Le jour même où nous avons commencé les pourparlers (...) les banquiers de Londres ont lancé un mémorandum exposant leur programme vis-à-vis de la Russie, dont l'acceptation équivaldrait au suicide politique du Gouvernement soviétique.* »

question d'un emprunt, c'est parce que nous considérons que c'est la seule façon de résoudre la question des dettes d'avant-guerre, et aussi qu'un tel prêt contribuerait au développement des relations commerciales entre la Grande-Bretagne et l'Union des républiques soviétiques. Je dois également déclarer en toute franchise que, si nous ne devons pas rembourser certaines dettes, nous ne demanderions pas d'emprunt.

Sans avoir reçu de l'étranger ne serait-ce qu'une seule livre sterling en prêt, nous avons réussi, par nos propres efforts et par nos propres moyens, à rétablir en deux ans 70 % de notre agriculture et 35 % de notre industrie d'avant-guerre. Il nous suffit de quelques récoltes moyennes pour disposer de moyens accrus pour la reconstruction graduelle, bien que lente, de notre vie économique. Mais quand nous abordons le problème du paiement des dettes d'avant-guerre, nous ferions preuve de malhonnêteté en ne disant pas à l'avance : « Vous voulez que nous liquidions les vieilles dettes dans telle ou telle proportion ? Alors vous devez nous aider à le faire, et nous donner la possibilité d'assumer la responsabilité de nos engagements. Nous ne pouvons pas agir comme certains autres États qui ont reconnu formellement leurs dettes mais n'ont jamais remboursé un centime ».

Il y a aussi une autre considération de votre part à ajouter à la première, c'est que vous ne considérez pas comme satisfaisant le montant actuel des échanges effectués entre nos deux pays. Bien que l'Angleterre occupe la deuxième place après l'Allemagne pour ses importations et ses exportations en provenance de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, les chiffres totaux de notre balance commerciale ne représentent qu'un pourcentage insignifiant de l'ensemble du commerce britannique. Le commerce russo-britannique augmenterait de plusieurs fois si nous pouvions obtenir un prêt.

Il n'est pas nécessaire d'insister sur le fait de savoir à quel point la Grande-Bretagne elle-même est intéressée au développement de ses relations commerciales avec nous. Permettez-moi de vous donner un seul exemple. Vous avez l'intention de réaliser un énorme programme de logements pour la classe ouvrière. N'est-il pas évident que la plupart des bois nécessaires à cet effet ne pourraient être obtenus à des conditions avantageuses que dans notre pays ?

Contrairement à tous les autres emprunts qui ont été contractés dans ce pays, nous avons l'intention de laisser la plus grande partie des sommes en Angleterre en paiement de nos commandes. Nous avons établi un plan détaillé des commandes se rapportant aux différentes branches de l'industrie britannique. Il est tout à fait possible que sur la plus petite partie de l'emprunt – celle que nous voudrions obtenir en espèces – une partie considérable restera également en Angleterre pour l'achat de matières premières pour l'industrie russe telles que la laine, le coton, les métaux, le caoutchouc, etc. Notre prêt sera en fait utilisé pour accroître le commerce anglo-russe.

Il n'est pas exact que nos lois soviétiques n'offrent pas de garanties pour les investisseurs et leurs capitaux. Il est inexact qu'un prêt investi en Russie soviétique comporte des risques. Je suis en mesure d'affirmer que ces crédits, loin d'en avoir moins, offriront plus de garanties que les autres crédits contractés ici sur le marché anglais.

Il est également faux de dire que le monopole du commerce extérieur fait obstacle au développement du commerce anglo-russe. Au contraire, c'est grâce à ce monopole que nous sommes des acheteurs aussi honnêtes. Il n'y a jamais eu aucune plainte contre nous à cet égard et nous sommes prêts à donner des informations exhaustives sur ce point. Nous n'avons pas peur de la vérité, et la vérité parle en notre faveur. En l'espace de deux ans seulement, après la plus effroyable des famines, nous avons réalisé une réforme monétaire audacieuse dans laquelle tout témoin impartial doit voir la preuve de notre solvabilité.

Pour en revenir au Mémorandum, je dois déclarer avec fermeté que nous ne restituerons pas les biens nationalisés à leurs anciens propriétaires. Ce principe, d'ailleurs, avait été abandonné à Gênes et personne n'en a plus parlé à la Conférence de La Haye². Le Mémorandum des banquiers de la City

2 La « Conférence économique et financière internationale » de Gênes s'est tenue du 10 avril au 19 mai 1922 à l'instigation

nous ramène ainsi à la période antérieure à Gênes.

Malgré tout, sur ce point-là aussi nous pourrions faire quelques propositions commerciales pratiques. L'un des moyens concrets d'indemniser les anciens propriétaires pourrait être de leur louer à titre de concession les entreprises qui leur appartenaient autrefois et qui, selon notre plan économique, sont octroyées en concession.

La reconnaissance *[de jure de l'URSS par la Grande-Bretagne]* a fait disparaître toutes les objections politiques qui étaient faites chez nous à l'encontre des concessionnaires anglais. Et le rapprochement économique entre la Grande-Bretagne et la Russie ne pourra que favoriser un sentiment encore plus cordial en leur faveur dans notre pays.

L'opinion selon laquelle le gouvernement soviétique n'est pas favorable à la venue de capitaux étrangers est absolument fausse. Je peux affirmer catégoriquement qu'à l'heure actuelle, plus que jamais auparavant, le gouvernement soviétique considérera avec la plus grande bienveillance toute offre sérieuse dans ce sens.

Pour en revenir une fois de plus à la question de la liquidation des dettes d'avant-guerre, celle-ci ne pourrait être résolue de manière satisfaisante qu'à la condition que nos contre-demands soient prises en considération : autrement dit à la condition qu'une aide réelle nous soit apportée, en tenant compte de la ruine que nous a causée l'intervention et que nous réparons maintenant avec tant de peine.

du Premier Ministre anglais David Lloyd George. Elle a rassemblé les représentants d'une trentaine de nations dont, pour la première fois à une conférence internationale de haut niveau, une délégation soviétique. La conférence était destinée à résoudre les questions de la reconstruction économique et du système commercial et financier international mis à mal par la Première guerre mondiale. Les puissances impérialistes voulurent en vain imposer à la Russie soviétique le paiement de toutes les dettes tsaristes et le retour des entreprises nationalisées à leurs propriétaires étrangers. L'examen des questions inscrites à l'ordre du jour de la Conférence de Gênes fut finalement renvoyé à une « conférence des experts », réunie à La Haye en juin-juillet 1922, mais n'aboutit également à aucun résultat.